

HLM : de plus en plus blêmes

« Ah ce qu'il est blême, mon HLM », auraient pu entonner en cœur les représentants des offices HLM, réunis pour leur 79^e congrès, les 10 et 11 octobre à Marseille.

« **O**n est entré dans le dur. On commence à constater les effets des mesures prises par le gouvernement l'année dernière »,

déplore Jean-Paul Vermot, président de Finistère Habitat. Et ce n'est pourtant pas faute d'avoir alerté le gouvernement sur les conséquences des décisions, comme la baisse des APL compensées par les offices, prises dès les premiers jours du quinquennat Macron. La baisse des APL est une marotte de Bercy qui traîne dans les tiroirs du ministère des finances depuis des années. « **Dès que j'ai été nommé ministre, les hauts fonctionnaires de Bercy m'ont proposé de prendre cette mesure** », a d'ailleurs confié François Baroin, dans son discours à Brest, en ouverture du *Carrefour des communes*. Ce que le gouvernement Fillon avait refusé de faire en 2010, le gouvernement Édouard Philippe l'a fait en 2017. Avec les conséquences dramatiques que doivent aujourd'hui gérer les offices HLM.

Déjà la baisse des mises en chantiers se fait sentir. « **Car la marge de manœuvre dont nous disposons pour les constructions ou les réhabilitations a été ponctionnée par la compensation des APL** », dénonce Jean-Paul Vermot.

Et les ventes de logements, préconisées par le gouvernement ne contribueront pas à améliorer la situation des locataires dans un contexte de paupérisation. « **Plus de 25 % des ménages ont des revenus inférieurs aux minima sociaux, contre 20 % en 2012** »,



Le mouvement HLM est en danger

indique Marcel Rogemont, président de l'ARO Habitat Bretagne.

La Réduction des Loyers de Solidarité (RLS) a été imposée aux bailleurs pour compenser la baisse des Aides Personnalisées au Logement (APL). D'un coût global de 800 millions d'euros en 2018, elle devrait passer à 1,5 milliard en 2020!

« **La situation actuelle est grave** », a insisté Jean-Louis Dumont, président de l'Union sociale pour l'Habitat, à la Tribune du congrès de Marseille. « **La loi de finances 2018 et la trajectoire annoncée pour 2019 peuvent, à elles seules, en une poignée d'années, réduire à néant une partie de ce que nous avons mis un siècle à construire : une offre de logements efficace, de qualité, pour apporter une solution de logement abordable.** »

Le secrétaire d'État Julien Denormandie a vanté, devant les congressistes de Marseille un « **modèle aidé et universel, qui est le bon et qu'il faut préserver** ». Mais les offices HLM ne peuvent se contenter de beaux discours. Ils ont besoin, rapidement, de récupérer des marges de manœuvre financières pour continuer à accomplir leur mission et permettre à toutes les Françaises et tous les Français de se loger dignement.

CAP
FINISTÈRE
26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER
DÉPOSÉ LE 18/10/2018

SITE DE DEPOT
P1
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Discrimination

Les agressions à caractère homophobe ont tendance à se multiplier. Aujourd'hui, deux hommes ou deux femmes peuvent être agressés dans la rue sous prétexte qu'ils ou elles se donnent la main.

Ce n'est pas acceptable et le Parti Socialiste avec l'association *Homosexualité et socialisme* ont publié, le 7 octobre, un communiqué commun demandant aux pouvoirs publics de prendre des mesures énergiques pour ne pas laisser s'installer un climat délétère, notamment à l'occasion du débat sur l'ouverture de la PMA.

La majorité avait l'occasion d'envoyer un signal fort en adoptant l'amendement proposé par le groupe socialiste visant à supprimer la clause d'un an d'abstinence pour les homosexuels qui souhaitent donner leur sang et ainsi abolir une discrimination qui contribue à alimenter l'homophobie.

S'agit-il d'une erreur ou d'une volonté délibérée ? Quoi qu'il en soit cette disposition doit être abrogée.

PS29

Changeons d'Europe

Dans leur très grande majorité, les socialistes ont voté pour le texte «*Changeons d'Europe*», adopté par le Bureau national.



65% des adhérents à jour ont voté

mois de septembre 2 500 contributions ont été postées.

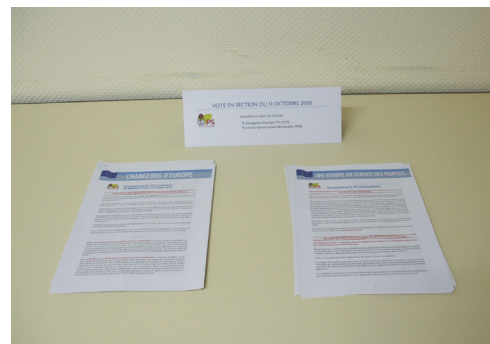
Dans le Finistère, 65% des adhérents, à jour de leurs cotisations, ont participé à la consultation du 11 octobre. À 80%, ils se sont prononcés pour ce texte qui va devoir maintenant être présenté et expliqué aux Françaises et aux Français, mais aussi à l'ensemble des forces de gauche et écologistes, aux organisations syndicales, associatives et aux ONG.

« Les socialistes sont des Européens, de cœur et de raison. »

Le projet que défendront les socialistes dans cette campagne européenne s'inscrit résolument à gauche. Il se déclinera en trois grands axes : défendre la construction d'un modèle social européen face à la mondialisation déloyale, maîtriser notre avenir et défendre nos modes de vie en trouvant de nouvelles réponses solidaires, face aux grands défis globaux qui nous menacent, et renforcer la place des citoyens dans une Europe plus diverse que jamais.

Les socialistes sont des Européens de cœur et de raison, comme l'a démontré

Olivier Faure lors de son discours de clôture du Conseil national, le 13 octobre (voir extraits de son intervention en page 4). De cœur, parce que le projet européen se confond avec leur engagement internationaliste et concrétise leur idéal d'«*amitié entre les peuples*». De raison, parce qu'ils ont toujours pensé que c'est à l'échelle de l'Union européenne que l'on pouvait plus efficacement assurer la paix, défendre notre modèle de société en se donnant les moyens de maîtriser la mondialisation, de répondre aux défis du changement climatique et de la transformation numérique, de combattre le dumping social et fiscal...



Un choix sans ambiguïté

Maintenant que le projet, élaboré de manière participative, est connu, reste à désigner les candidat.es qui le porteront devant les électeurs.

Quelques exemples de propositions



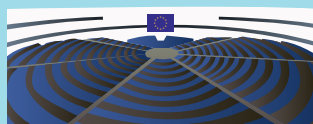
OFPRA européen

Les socialistes proposent de réviser le règlement de Dublin et de créer des visas humanitaires gérés par une agence européenne de l'asile, véritable «*OFPRA européen*», indépendante, capable de répondre rapidement aux demandes d'asile.



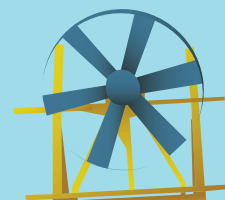
Défense de l'Europe

La défense de l'Europe et la sécurité des Européens doit être fondée sur une véritable stratégie industrielle commune et un soutien à la recherche et au développement pour faire face aux principales menaces, y compris de cybersécurité.



Une démocratie renforcée

Les députés européens doivent être élus sur des listes européennes. Ils doivent pouvoir proposer des lois, voter le budget et fixer les objectifs économiques de l'Union tenant lieu de mandat à la BCE.



Transition écologique

Les socialistes proposent un plan d'investissement de 500 milliards d'euros sur 5 ans pour répondre aux enjeux de la transition écologique à travers une politique globale et transversale prioritaire, associant notamment les politiques énergétiques et agricoles.



La parole aux adhérents

« **Maintenant, on voit mieux sur quels sujets les adhérents veulent travailler.** Rachel Nicolas et Catherine Huon, secrétaires fédérales aux questions du XXI^e siècle, ont dépouillé le questionnaire qui avait été adressé aux adhérents avant les vacances.

Il en ressort qu'ils souhaitent approfondir la réflexion du PS sur des sujets comme la santé et le système hospitalier, la transition écologique, l'égalité et la lutte contre les inégalités, l'éducation, la laïcité, la protection sociale, la fin de vie et l'accompagnement de nos aînés ou les migrations.

Le questionnaire comportait des questions fermées mais aussi des espaces d'expression dont les adhérents se sont saisis. « **Nous ne pouvions pas lister tous les sujets** », précisent les secrétaires fédérales. Plusieurs d'entre eux ont ajouté, à la liste proposée, des thèmes comme la culture ou le sport.

Le questionnaire était également destiné à recueillir les avis des

adhérents sur les sujets qu'ils souhaitent approfondir. Mais, il avait une seconde finalité : détecter les « personnes ressources » au sein de la Fédération qui pourront apporter leurs compétences sur certains sujets. « **Nous commençons à avoir un fichier qui s'étoffe et qui nous permettra d'organiser des réunions intéressantes mais aussi de publier des notes, des avis ou des motions si le besoin s'en fait sentir** », se félicitent les deux secrétaires fédérales.



La santé : un bien trop précieux

La santé fera l'objet de la première réflexion. Une première réunion s'est tenue à Brest le 10 octobre. Elle sera suivie d'autres rencontres tant le sujet est vaste et mérite d'être traité avec attention. Car, le système de santé français est encore l'un des meilleurs du monde, grâce à la sécurité sociale et à la qualité de son corps médical. Il mérite d'être protégé et développé.

C'est ce qui est ressorti de plusieurs témoignages, de patients ou d'agents de la fonction publique hospitalière. Cependant, la situation a commencé à se dégrader lorsque les gestionnaires ont pris le pas sur les soignants. Même si tout le monde peut comprendre que la santé a un coût qu'il faut collectivement maîtriser, il est urgent de remettre l'humain au cœur du système de santé.

C'est un débat sans tabou qui s'est instauré. La question de la mise en place des 35 heures dans la fonction publique hospitalière, dans des services qui fonctionnent 24 heures sur 24, doit être posée.

L'invité de la semaine

Mobilisés pour le pouvoir d'achat

Patrick Kanner

Pas facile d'incarner une opposition responsable et constructive lorsque le gouvernement refuse d'entendre les propositions des groupes qui ne lui prêtent pas allégeance. C'est pourtant la voie que suit le groupe socialiste au Sénat, présidé par Patrick Kanner.

Cap Finistère : La promesse d'Emmanuel Macron d'un fonctionnement parlementaire apaisé et d'une plus grande place accordée à l'évaluation et au contrôle de l'action du gouvernement a-t-elle été respectée ?

Patrick Kanner : Non. Le gouvernement multiplie l'utilisation de la procédure accélérée pour de nombreux textes. Le temps d'examen pour des textes pourtant essentiels est toujours réduit, ce qui ne nous permet pas de travailler sereinement. Lors de la dernière session nous avons dû examiner en trois semaines, la loi sur l'alimentation, la loi sur le logement et la loi avenir professionnel sur la formation. Bien souvent, pour le texte final, le gouvernement rejette toutes les évolutions apportées par le Sénat y compris celles ayant fait l'objet d'un large consensus.

Cap Finistère : Votre bilan se divise en trois parties : ce que vous avez proposé, ce que vous avez soutenu et ce que vous avez combattu. Avez-vous le sentiment d'être

suffisamment entendu ?

Patrick Kanner : On n'est jamais assez entendu ! Mais ça ne doit pas nous empêcher de continuer à mener le combat pour faire entendre nos propositions et rappeler nos valeurs.



Cap Finistère : Sur quels dossiers allez-vous principalement vous mobiliser en cette rentrée ?

Patrick Kanner : Nous serons particulièrement mobilisés pour soutenir le pouvoir d'achat des Français à l'occasion de l'examen du budget 2019. Je présenterai jeudi 18 octobre (l'interview a été réalisée le 14 octobre - NDLR), avec Valérie Rabault, nos propositions pour un budget juste.

Cap Finistère : Pensez-vous que la réforme institutionnelle, voulue par le président de la République, verra le jour ?

Patrick Kanner : Nous sommes toujours dans l'expectative. Cette réforme devrait revenir devant le Parlement au début de l'année 2019. Nous avons mené, avec l'ensemble du groupe, un important travail de réflexion sur cette réforme afin de moderniser notre constitution. Nous rappellerons nos propositions et nos oppositions.

Agenda

29 octobre

12h00 : Fin de l'appel à candidature en Bretagne pour les élections européennes.

8 décembre

10h00 : Conseil fédéral à Carhaix.

Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428
N° 1243 - Vendredi 19 octobre 2018
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directrice de la publication : Rachel NICOLAS

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @

Adhérents : 25 euros (papier) ;

20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;

35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
ADFFFPS



Le populisme ne peut pas être de gauche

Olivier Faure

Le Conseil national du 13 octobre a adopté le projet que défendent les socialistes pour les élections européennes. À cette occasion, le Premier secrétaire, Olivier Faure, a rappelé les enjeux de ce scrutin.

« Nous sommes profondément pro-européens. "La France est notre patrie et l'Europe est notre avenir", disait François Mitterrand. Nous savons que pour répondre aux grands défis de demain, il va falloir accepter l'idée que ce que nous avons conquis pendant un siècle au niveau des États-nations doit l'être au niveau continental et même, après-demain, au niveau mondial. C'est le désaccord que nous avons avec une partie de la gauche qui ne croit pas en l'Europe. Mais qui peut croire qu'il existe un avenir pour le climat sans passer par l'Union européenne? Qui peut croire que ce défi environnemental pourra être relevé par la France seule?

Il n'y a pas de combat écologique possible, et c'est le message de Nicolas Hulot, sans régulation, sans maîtrise de ce qu'est devenue aujourd'hui la globalisation libérale. Ce combat-là c'est celui que nous portons depuis un siècle pour maîtriser le capitalisme, faire en sorte que nous le domptions. Que nous fassions en sorte que l'Humain soit notre priorité. Ce débat climatique est en lien étroit avec le débat migratoire. (...)

Depuis que l'histoire de l'humanité a commencé, rien n'arrête les femmes et les hommes lorsqu'il fait trop chaud ou trop froid, quand il y a la guerre, quand il y a la torture. Rien ne les arrête, ni les murs de Monsieur Orban, ni les frontières naturelles, la Méditerranée ou les montagnes. Rien ne les arrête.

Ce défi climatique et ce défi migratoire passent forcément par l'Europe.

Nous avons parfois l'impression d'être les idiots utiles de cette mondialisation, lorsque nous nous imposons des règles que personne ne s'impose ailleurs dans le monde. Faudrait-il être fou pour avoir le fétichisme de certains traités? Pour refuser d'avoir demain un géant de l'énergie européen? Faudrait-il être fou pour dire que nous préférons le libre-échange au juste échange? C'est la raison pour laquelle nous soumettons désormais tous les traités

commerciaux à l'impératif écologique.

Ces combats nous allons devoir les porter en Europe et d'abord au sein du PSE. J'entends les critiques qui sont émises. Le PSE n'est pas parfait. Mais cette famille est la nôtre. Parce que, si nous voulons vraiment changer l'Europe, changer d'Europe, il faut trouver une majorité. Certains s'en vont et nous expliquent qu'ils vont changer l'Europe tous seuls. Mais personne ne change l'Europe tout seuls.

La force politique qui domine aujourd'hui l'Europe est conservatrice et libérale. Mais il y a une seconde force, c'est la nôtre, celle des socialistes européens et sans eux il n'y a aucun espoir de changer l'Europe.

On nous dit il y a une autre voie, le populisme de gauche. (...) Mais le populisme ne peut pas être de gauche. Notre culture à nous ne peut pas être celle de la passion qui tourne à la pulsion. Notre culture à nous, la gauche, c'est celle, d'abord, de la raison. (...)

Notre culture à nous c'est, bien sûr, de rester souverains, que la démocratie l'emporte toujours, mais de refuser le souverainisme. Notre culture à nous est internationaliste.

Notre culture à nous ce n'est pas de vouloir jouer le peuple contre les élites. Notre culture à nous c'est celle de la Révolution française où une partie des élites a rejoint le peuple.

Notre culture à nous c'est celle de Jaurès qui n'était pas le peuple mais qui avait décidé de l'éclairer à travers ce grand journal, l'Humanité.

Notre culture à nous c'est celle de Blum, de Mitterrand, qui par leur plume ont cherché à faire avancer les Françaises et les Français. Jamais par la démagogie mais par la volonté de les fédérer de les emmener sur un autre chemin que celui qui leur était proposé jusqu'alors par les conservateurs.

Notre culture c'est une volonté. Une volonté d'agrèger, derrière de grandes valeurs et de grands sentiments. Alors, cher.es camarades, nous ne serons jamais populistes. Socialistes oui, écologistes, oui, démocrates oui. Populistes, jamais. Et c'est le désaccord profond que j'ai avec Emmanuel Maurel.»

